

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, en tant que chef adjoint du parti progressiste conservateur du Canada, je peux informer le député que nous menons une campagne de financement parfaitement honnête, mais très productive et très dynamique dans toutes les régions du pays.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRÉSENTER UN PROJET DE LOI

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, comme le gouvernement semble prêt à faire de légères entorses au règlement pour la campagne de financement du parti conservateur et qu'il semble vouloir accorder la liberté politique aux fonctionnaires, le vice-premier ministre . . .

M. le Président: J'accepte la question, mais elle doit porter sur la politique gouvernementale.

M. Boudria: Le vice-premier ministre peut-il annoncer qu'il va immédiatement présenter un projet de loi autorisant les fonctionnaires à qui il demande de l'argent à participer pleinement au processus politique?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, il s'agit, je crois, d'une affaire en cours d'instance, mais je rappelle toutefois au député que, comme bien d'autres personnes, au Canada et à la Chambre des communes, j'ai moi-même reçu des lettres de son chef et du chef du Nouveau parti démocratique demandant la même chose que notre parti, même si nous l'avons fait un peu tardivement, je le reconnais.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Mes électeurs me font parvenir des exemplaires des lettres d'Ed Broadbent.

M. Deans: Nous avez-vous envoyé de l'argent?

M. Benjamin: Envoyez de l'argent et nous cesserons d'écrire.

* * *

L'ÉNERGIE

L'IMPÔT SUR LES REVENUS PÉTROLIERS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais adresser une question au ministre des Finances parce que les 21 représentants conservateurs de l'Alberta à la Chambre des communes sont trop peureux pour défendre les intérêts de leur province.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: À l'ordre.

M. Benjamin: Ce n'est pas antiparlementaire.

• (1450)

M. le Président: J'autorise la question mais je rappelle au député qu'il n'est pas permis de passer des commentaires sur les autres députés.

M. Waddell: Le ministre des Finances s'oppose-t-il à ce que la ministre de l'Énergie accepte demain, quand elle rencontrera le ministre albertain de l'Énergie, M. Zaozirny et le premier ministre Devine de la Saskatchewan, de supprimer immédiatement l'impôt sur les recettes pétrolières et gazières?

L'hon. Michael Wilson (Ministre des Finances): Monsieur le Président, je ferais remarquer au député que ce sont les représentants albertains qui, à mon avis, appuient le plus vigoureusement l'économie albertaine et l'industrie pétrolière et gazière en particulier, qu'ils siègent de l'autre côté ou de ce côté-ci de la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Tout ce que le député a dit à ce sujet n'est qu'un tas de lamentations. L'autre côté n'a rien proposé de positif.

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Une question supplémentaire. Juste une.

LE PROJET D'USINE DE VALORISATION

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, le gouvernement actuel est-il toujours disposé à garantir les prêts nécessaires au projet d'usine de valorisation de Lloydminster? Voilà une proposition positive pour vous, Michael.

L'hon. Michael Wilson (Ministre des Finances): Monsieur le Président, j'en suis très reconnaissant au député, mais quelqu'un d'autre l'a déjà faite il y a quelques années. Le but de la rencontre de demain est de discuter d'une grande variété de questions relatives à la situation très sérieuse qui règne dans l'ouest du Canada et particulièrement en Alberta. Des questions ayant une incidence sur le projet d'usine de valorisation seront abordées. Cependant, pour en revenir à ce que le député a dit tout à l'heure, je ferais remarquer que les principaux bénéficiaires de la première mesure qu'il a proposée seraient les grandes multinationales.

LE PRIX DU MAZOUT

M. Barry Turner (Ottawa—Carleton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La ministre de l'Énergie a écrit il y a plusieurs mois aux sociétés pétrolières pour leur demander de faire profiter les consommateurs de la baisse du prix de l'énergie, et nous avons vu certaines baisses du prix de l'essence à la pompe. Toutefois, pourquoi n'avons-nous pas vu baisser aussi le prix du mazout avant que nous n'ayons à refaire le plein avec du mazout coûteux?